

ROBERT ARMSTRONG — *Structure and Change : An Economic History of Quebec*. Gage Publishing Ltd., 1984. 295 p.

Voilà enfin une première synthèse accessible d'histoire économique du Québec. L'auteur, formé dans des départements d'économie, adopte tout naturellement la perspective des économistes historiens. Il s'inscrit donc dans la lignée des Easterbrook et Aitken, Faucher et plus récemment, Marr et Paterson. Il faut voir dans l'ouvrage d'Armstrong le pendant québécois de la grande synthèse des derniers (*Canada : An Economic History*).

Cette synthèse reste d'ampleur modeste (289 p.) tenant compte du gigantisme du sujet : l'histoire économique du Québec de la découverte à nos jours. L'auteur adopte une démarche par tranches chronologiques et par thèmes à l'intérieur des périodes choisies. Ainsi, il traite d'abord de la pré-conquête (1500-1763) sur 50 pages et sur 70 à 75 pages chacune des années 1763-1850, 1850-1900 et 1900-1940. Pour chacune des périodes, il aborde les thèmes qu'il considère les plus importants, principalement les produits de base (« Staple »), soit la pêche et les fourrures, l'agriculture, la forêt et les mines, les changements institutionnels et démographiques, le commerce et les transports, les manufactures, les industries et l'organisation du travail et enfin le système financier. L'approche demeure généralement sectorielle, le contenu souvent descriptif et les thèmes varient selon leur importance dans l'économie québécoise de la période (p. xiii).

Comme cette synthèse ne s'appuie sur aucune recherche originale, elle devient tributaire de l'état d'une historiographie québécoise qui se caractérise par une inégalité flagrante. Certains thèmes ont fait l'objet de recherches importantes et approfondies, d'autres n'ont guère été qu'effleurés. L'auteur constate cette limite et doit composer le mieux possible avec elle. Il en résulte — cela était en grande partie inévitable — un traitement inégal en qualité de certains thèmes ou périodes, alors que d'autres, au contraire, peuvent faire l'objet d'une synthèse nettement plus étoffée. Ainsi, jusqu'au milieu de XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur dispose d'un matériel abondant et déjà synthétique qui lui permet d'entrer dans les débats historiographiques. Cependant, avec l'appauvrissement de plus en plus accentué des synthèses sectorielles et thématiques dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout au XX<sup>e</sup> siècle, l'exposé perd de sa profondeur et de son élévation pour devenir plus factuel et descriptif.

Le véritable défi d'une histoire économique du Québec, c'est le XX<sup>e</sup> siècle, encore très peu connu. Déjà à l'échelle canadienne, Easterbrook et Aitken ne l'avaient guère abordé dans les années 1950 et Marr et Paterson, vingt ans plus tard, n'ont pu le faire substantiellement que grâce à un éventail de travaux d'économistes, nettement plus étendu qu'à l'échelle québécoise, et à une approche plus théorisante. Devant cette rareté des travaux et une approche moins théorisante, l'auteur a choisi d'écourter sa synthèse. Il s'arrête donc au début de la seconde guerre mondiale et c'est fort dommage, surtout si cette synthèse voulait rejoindre une clientèle scolaire (collégiale ou universitaire) à la fois d'économistes et d'historiens. Il aurait sans doute fallu rajouter un chapitre de 75 pages sur la guerre, l'après-guerre et la Révolution tranquille. Il faudrait certes envisager dans quelques années une édition revue et augmentée pour le XX<sup>e</sup> siècle.

Le choix des thèmes abordés paraît justifié dans l'ensemble pour les deux premières parties, sauf une bref survol nécessaire de l'économie amérindienne et des effets perturbateurs de l'arrivée des Européens et sans doute aussi l'inclusion des approches marxistes au développement économique dans l'introduction. Après 1850 toutefois, la sélection des thèmes laisse perplexe et le lecteur doit affronter d'abord des culs-de-sac (l'absence du commerce, des banques et institutions financières et des investissements étrangers) et ensuite des couplages parfois surprenants (institutions et population; institutions, commerce et transport). Par ailleurs, l'apparition du rôle de l'État dans la dernière partie fait regretter son absence relative dans les parties précédentes. Enfin, le peu de cas fait de l'industrie forestière québécoise après 1850 (bois scié et pâtes et papiers) étonne tenant compte de son importance, de même que l'absence relative des activités tertiaires. Même si une structure thématique doit pouvoir s'adapter aux transformations de fonds de l'économie et les refléter, elle doit aussi conserver la cohérence et la continuité capables d'assurer un traitement équilibré du sujet. Une telle synthèse doit idéalement concilier ces contraintes et résoudre le mieux possible les dilemmes inévitables.

Cet ouvrage constitue une démarche pionnière qui, bien qu'imparfaite, devrait inciter d'autres tentatives en français pour remplir ce besoin criant. Celles-ci seraient grandement facilitées par la réalisation d'une synthèse d'histoire économique du Québec au XX<sup>e</sup> siècle, qui intégrerait les acquis les plus récents de la recherche, reflétés dans les thèses de plus en plus nombreuses et les projets de recherche, notamment en histoire du développement régional.

Comme ce projet n'est pas pour demain, il faut apprécier cet excellent effort de synthèse et inciter son auteur à poursuivre sur cette lancée, au gré des travaux les plus récents d'économistes et d'historiens. Beaucoup reste encore à écrire sur le sujet, en particulier sur la spécificité du développement économique québécois et l'influence des facteurs culturels (voir épilogue, pp. 288-289).

Marc VALLIÈRES  
Université Laval

\* \* \*

PATRICK BRODE — *Sir John Beverley Robinson: Bone and Sinew of the Compact*. Toronto: University of Toronto Press, 1984. pp. xvi, 326.

John Beverley Robinson was an anachronism, an eighteenth-century man living in the nineteenth century. For him, "the honourable gentlemen, the gentle-born, had a natural right to govern; the lesser-born, the yeomen, had a duty to obey" (p. 68). Gentlemen, who could be distinguished by their birth, "intelligence, respectability, & property" (p. 68), would form the Upper Canadian gentry. A wealthy commercial class would also evolve, though its members would presumably have the intelligence to leave the business of government to gentlemen.

To the modern mind there is much that is unattractive about Robinson's political and social vision, and any biographer who treats him sympathetically runs the risk of being pilloried. Patrick Brode takes that risk. A lawyer, he has attempted to portray Robinson "as a child of his time" (p. ix); hence most of his judgements about Robinson are favourable ones.

Robinson became acting attorney general of the province in 1812 at the age of 21. Generally, he performed well, opposing the arbitrary imposition of martial law and, contrary to some, acting with reason and due regard for law in dealing with suspected traitors. In the 1820s he became "de facto prime minister" (p. 119), forced to try to sail between the rocks of an obstreperous and none-too-scrupulous opposition and the shoals of an often indecisive and vacillating colonial office. He foundered on the alien controversy. Throughout it, he attempted to extend the property rights of American settlers within the context of British laws concerning aliens. The naturalization bill, finally passed by the assembly in 1827 with the aid of reformers, recognized what Robinson had always maintained, that legally American settlers were aliens. Unfortunately, the British government, pandering to British radicals and double-dealing Upper Canadian reformers, disallowed the legislation, imposed a solution on the province, the basic principles of which it would not have applied at home, and helped create among the Upper Canadian populace and "future scholars" the notion of an "insidious tory plot" in which the Upper Canadian government "had opposed granting civil rights to American settlers and had sought to take away existing rights" (p. 140).

Despite ill luck in the alien dispute, Robinson was no stranger to political success. In 1822-1823 he was instrumental in securing a trade bill favourable to Upper Canada, defeating the proposed union of the two Canadas and framing a scheme for assisted emigration from Britain to Upper Canada. In the assembly he pioneered the expenditure of public monies on important public works. After becoming Chief Justice in 1829, however, he concentrated on his judicial duties. In the Court of King's Bench he won "the respect of the provincial bar" (p. 168). Reform accusations to the contrary,